

# L'économie populaire solidaire : une perspective anticapitaliste<sup>1</sup>

Par Sérgio Kapron \*

L'économie populaire solidaire et l'environnement qu'il implique, a occupé une place croissante chez les militants de gauche. En réponse à la montée croissante du chômage au cours de la dernière décennie, les initiatives des travailleuses et des travailleurs se sont souvent multipliées pour gérer ou maintenir des emplois, accéder à des revenus ou à la consommation à travers la création d'entreprises associatives ou coopératives. Parallèlement, les entités se sont également multipliées à l'initiative des associations religieuses et des ONG, du mouvement syndical (Centrale unitaire des travailleurs et Agence mondiale de Solidarité Développement) et des sphères de gouvernement (comme celui d'avant-garde dans le Rio Grande do Sul<sup>2</sup>), qui sous une forme ou une autre ont cherché à soutenir et à encourager ces alternatives pour lutter contre l'exclusion du droit au travail. Dans cet article, nous essayons de partager des réflexions stratégiques pour l'économie populaire solidaire, notamment pour l'autogestion, se situant dans la lutte pour construire une société socialiste. Par conséquent, nous considérons comme fondamental que soit intégré dans la discussion des marxistes révolutionnaires, en particulier en ce début de siècle marqué des éléments de la crise de l'hégémonie néolibérale, par la recomposition de la gauche mondiale, un nouvel internationalisme anticapitaliste et la nécessité de l'affirmation d'un projet alternatif.

## Une définition

Une conceptualisation précise de l'économie solidaire est encore en construction. Un des théoriciens brésiliens qui a beaucoup réfléchi sur le sujet, Paul Singer, se réfère à diverses initiatives "non-capitalistes", à savoir celles de personnes qui possèdent «les moyens individuels de production et de distribution (...) ou qui ne disposent que de leur capacité à travailler », mais les deux dépendent de la vente du produit et/ou du travail pour survivre. Les hommes et les femmes organisés en tant que producteurs associés, les petits producteurs organisés collectivement pour vendre avec des économies d'échelle, des salariés achetant des produits en commun pour réduire les coûts et améliorer leur qualité de vie, les petits producteurs et des travailleurs regroupant leurs économies pour former des fonds mutuels et financer leurs activités, des coopératives d'assurance et de logement et des entreprises collectives sont des initiatives non-capitalistes décrites par Singer qui démontrent un grand potentiel dans l'organisation de la solidarité parmi les secteurs marginalisés du capitalisme. Singer se réfère à l'économie sociale comme une pratique des travailleurs, qui à travers le monde, a été étudiée et propagée par les penseurs socialistes. Déjà, Orlando Nuñez entendait par économie populaire « une économie orientée vers la valorisation de la force de travail et de la valeur d'usage, la valeur d'usage des biens et la valeur d'utilisation de sa propre force de travail » qui conduit à la réduction de la journée de travail. Il se réfère également à l'économie composée par des producteurs-travailleurs, associés et autogestionnaires qui construisent une perspective de développement national alternatif au capitalisme.

---

<sup>1</sup> Texte initial en portugais, paru sous le titre de « Economia popular solidária: Uma perspectiva anticapitalista » et publié le 1<sup>er</sup> août 2001. <http://www.guayi.org.br/?area=16&item=10&pg=2>

<sup>2</sup> Le Rio Grande do Sul (RS) est le plus méridional des États du Brésil, il est bordé à l'est par l'océan Atlantique et il est frontalier avec l'Argentine et l'Uruguay. Sa capitale est Porto Alegre.

## Un débat à affronter

Un des défis majeurs de la gauche révolutionnaire a été de savoir comment affronter le débat sur l'organisation de l'économie sous le socialisme, ou comment mettre l'accent -se concentrer ou non- sur l'organisation de la production, y compris dans le mode de production capitaliste. Cependant, tout au long du XXe siècle, ce débat a été repoussé (ou circonscrit) à la période post-révolutionnaire, c'est à dire, à ceux qui parviennent à prendre le pouvoir, depuis les révolutions en Europe de l'Est dans la première moitié du siècle jusqu'aux révolutions méso-américaines de la seconde moitié. En dehors de cela, tout le débat économique, en particulier sur la façon d'agir, même sous l'hégémonie capitaliste, revêtait un caractère réformiste, et il est ainsi devenu un fruit défendu pour les véritables révolutionnaires.

La centralité de la rupture politique dans la prise du pouvoir, illustré par la révolution russe et les conceptions de certains de ses principaux dirigeants, ont constitué la base de la pensée des marxistes révolutionnaires du XXe siècle. Ernest Mandel, un penseur socialiste de premier plan du siècle, a explicitement défini comme «réformiste» la recherche de la démocratie économique sans le renversement de l'Etat bourgeois. Pour Mandel, l'autogestion n'acquiert une importance qu'au cours d'une période de crise révolutionnaire. Déjà, Rosa Luxemburg dans son classique « Réforme ou Révolution », dans son analyse du rôle des coopératives, construit l'idée qu'elles ne feraient qu'«*accroître l'exploitation des travailleurs* », parce que dans l'économie capitaliste, l'échange domine la production, le revenu des travailleurs se dégraderait parce que leurs coopératives devraient survivre à la concurrence. Rosa reconnaît que c'est seulement à petite échelle, coordonnées au niveau régional à partir des coopératives de consommation que ces initiatives pourraient survivre. Mais alors, elles seraient donc limitées aux biens de consommation et n'auraient pas la capacité de lutter contre le capital commercial et pourraient signifier un retour à l'économie de marché précapitaliste.

Certes, ces critiques sont cohérentes et leurs auteurs ont apporté des contributions essentielles à la lutte des travailleurs. Toutefois, nous pensons que de nouvelles idées adaptées à la réalité d'aujourd'hui en ce qui concerne les limites du pouvoir politique dans la domination capitaliste, ou les possibilités que la technologie et la mondialisation de l'économie permettent de rendre viables un système d'échanges, la coopération productive et technologique et le financement des initiatives autogestionnaires des travailleurs à travers le monde entier. Ou, tout simplement, ce qui convient pour des millions de chômeurs pour lesquels le mouvement syndical ne parvient pas à offrir des alternatives pour la survie, ou tout au moins, d'organisation et de lutte.

Se soustraire à ce débat et se limiter seulement à la centralité de la lutte politique de l'organisation des travailleurs par la contestation du capitalisme, la gauche ne parvient pas à reconnaître que la sphère économique, déterminante pour les formes de domination dans n'importe quel mode de production et les organisations sociales que cela a engendré, peut constituer un espace important d'accumulation de force des travailleurs. Mandel, dans sa critique, met en évidence l'aspect politique, mais relativise l'importance que les soviets, comme espaces autogérés dans de nombreuses usines auraient pour l'accumulation de forces des travailleurs, à travers le contrôle direct de la production, ce qui a conduit à une rupture de pouvoir en Russie en 1917.

La contribution apportée par Orlando Nuñez Soto à l'économie populaire associative et autogérée reflétant l'expérience sandiniste au Nicaragua, nous paraît cruciale pour ce débat. Même après avoir perdu le gouvernement central, le Front sandiniste de libération nationale continue à occuper des espaces importants – la majeure partie de l'économie reste sous le contrôle des travailleurs - qui limiteront les réformes du gouvernement de droite. Nuñez souligne que « *le pouvoir ne s'exprime pas seulement dans les appareils institutionnels, mais aussi dans l'exercice et le contrôle direct des moyens économiques et idéologiques ...* » et « *dans notre stratégie, les espaces politiques et économiques se conquièrent simultanément,* » parce que « *le contrôle de l'Etat passe par le contrôle de l'économie ... par le contrôle direct du marché et le système d'accumulation et de la consommation* ». Ces éléments nous obligent à réfléchir à l'importance que peut avoir le contrôle de la base économique par l'accumulation du pouvoir des travailleurs.

Planter « les graines de l'économie socialiste » peut servir à approfondir les contradictions du mode de production actuel, peut être le germe du neuf, ou tout simplement créer de nouveaux espaces d'organisation populaire, former une nouvelle culture chez les travailleurs, ou même avancer des propositions pour une négation du capitalisme. Ne pas reconnaître cette dimension, nous semble très identique au fait de renvoyer la résolution des conflits entre les sexes après la révolution.

### **Poser les contradictions**

D'abord, pour éviter les malentendus ou les préjugés sur le débat, il est important de ne pas nourrir l'illusion que la simple augmentation du nombre d'entreprises autogérées peut réduire l'hégémonie du capitalisme. La lutte politique dans toutes les sphères, la construction d'une dualité des pouvoirs et une rupture avec le système sont essentielles à la construction du socialisme. Les entreprises autogérées et l'organisation des sphères économiques fondées sur la solidarité peuvent jouer un rôle de cohésion pour les travailleurs et faire de la propagande pour la fin de l'exploitation du travail par le capital mais également jeter les bases de la démocratie économique des travailleurs. La croissance de l'autogestion et de l'économie solidaire n'aura de sens révolutionnaire que pour contribuer à l'intensification révolutionnaire des contradictions capitalistes.

### **Les limites économiques des gouvernements de gauche**

Une des grandes questions pour nos gouvernements (municipalités, états et même à l'échelle du pays) est de savoir comment élargir l'hégémonie et ne pas tomber dans le réformisme simple (serons-nous encore à l'abri des méfaits de la social-démocratie ?), ou pire, ne pas être prisonnier des contradictions et des limites économiques du capitalisme (comme la viabilité financière pour gouverner) qui peuvent vaincre nos gouvernements. Même au niveau de l'Etat, l'ordre du jour sur le projet de développement est devenu une priorité. D'une part, les instruments de politique économique sont limités, et d'autre part, ce débat devrait nous intéresser car il exprime l'incapacité du capitalisme et des politiques libérales à assurer les conditions matérielles d'une vie digne à toute l'humanité. Mais, pour cela, nous avons besoin d'avoir une proposition supérieure, qui soit reconnue et acceptée par la population. C'est probablement l'une des limites de notre travail dans les institutions. Comme c'est un point central de notre stratégie, il est essentiel que ces actions ne se limitent pas à une adaptation au capitalisme institutionnel. La tâche des

révolutionnaires est de conférer un caractère profondément transformateur à la sphère économique.

Le gouvernement du Rio Grande do Sul (RS) a mis en œuvre une stratégie de développement économique axée sur le renforcement de l'économie locale, à travers l'appui aux micros, petites et moyennes entreprises (au-delà des politiques d'inclusion, de réforme agraire et du soutien à l'agriculture familiale). D'une part, cela signifie apporter une réponse à la recherche de développement d'une base sociale encore résistante à notre projet, que nous avons jugé essentiel pour la gouvernabilité immédiate et l'évolution de notre hégémonie. D'autre part, cette stratégie est un contrepoint politique fort à l'opposition libérale conservatrice dans l'Etat, qui en application de la doctrine libérale, a favorisé les multinationales tout en se détournant des producteurs locaux. Par ailleurs, elle cherche à tracer un chemin vers un développement qui intègre notre identité, telles que la participation populaire, la création d'emploi, la répartition des revenus, les garanties sociales et autres. Si nous croyons que notre stratégie de développement économique est susceptible de remplir ces fonctions, nous ne pouvons pas nous bercer d'illusions sur le fait qu'il s'agirait d'une stratégie à caractère socialiste. Au contraire, elle est clairement délimitée au cadre capitaliste. Cela ne signifie pas que ce soit un grand progrès par rapport à l'hégémonie des politiques néolibérales. La question posée est de savoir si cette stratégie est suffisante pour un programme anticapitaliste. Beaucoup diront que c'est une possibilité pour ce moment historique. Peut-être, mais nous ne devrions pas nous limiter à cela.

Dans ce contexte, nous soulignons le potentiel réel de transformation de l'économie populaire solidaire, présent dans la stratégie du gouvernement *gaúcho*<sup>3</sup> - même si elle ne concerne pas cet aspect idéologique, mais seulement son aspect de politique de création d'emplois et de revenus. Même la réforme agraire, largement considérée comme la plus révolutionnaire de nos politiques, peut être limitée à un réformisme si elle ne contribue pas à un modèle de gestion et de production supérieur au modèle capitaliste. C'est ce que les socialistes devraient viser avant la gestion de l'économie : organiser la production démocratiquement, éliminer l'exploitation par le biais du salaire, éliminer la rémunération reposant sur le facteur capital et attribuer individuellement dans le secteur privé, privilégier la production de valeurs d'usage et non de valeurs d'échange. Ce sont les valeurs de l'autogestion dans les entreprises. Aujourd'hui, ces valeurs existent seulement de manière spécifique dans le secteur de l'économie solidaire mais ne sont pas intégrées dans toutes les expériences actuelles dans ces fondements.

### **Faire émerger le neuf ... le courage de construire l'avenir ...**

Radicaliser la démocratie - Cela devient un objectif de lutte majeur pour la gauche mondiale, pour lesquels les expériences de nos gouvernements comme le budget participatif ont été décisives. Toutefois, nous devons aller plus loin dans la démocratisation des finances publiques (budgets formés à travers les impôts). Avancer dans la démocratisation des finances privées pour imposer un nouveau coup aux libéraux et à leur fausse démocratie. Montrer qu'il est possible de mettre fin

---

<sup>3</sup> Le terme gaúcho désigne en Argentine, Paraguay à Tarija (Bolivie) et en Uruguay le peuple de gardiens de troupeaux de la pampa sud-américaine. Au sud du Brésil, les gaúchos gardiens de troupeaux sont à l'origine du gentilé gaúcho, qui sert à désigner les habitants de l'état de Rio Grande do Sul.

au profit capitaliste et transformer l'ensemble du résultat de la production en revenu collectif, démocratiquement distribué ou réinvesti, peut être en plus une grande stimulation pour notre lutte.

### **Un nouveau sujet révolutionnaire**

Si les capitalistes, qui se sont approprié les moyens de production, se comportent en parasites et contribuent efficacement à la reproduction sociale, et, si le prolétariat, exproprié de l'accumulation du travail, a besoin de quitter la condition d'exploité, quelles seront les relations et qui seront les protagonistes d'une véritable démocratie économique ?

Marx, dans les lois du mouvement dialectique, a noté que «le germe du nouveau émerge de l'ancien." Si les capitalistes et les prolétaires sont l'ancien, sujets de relations décadentes, quelles relations et sujets devront émerger ? »

De nouveau, référons-nous à la contribution de Nuñez, qui souligne que « *les secteurs opprimés peuvent être les sujets de libération, mais pas les protagonistes du nouveau système* ». Il observe que, comme avec le renversement de la féodalité, c'est la bourgeoisie qui a émergé, les changements vers d'autres modes de production également, une troisième force politique et sociale a émergé : une « *nouvelle classe ou un secteur se convertit en la nouvelle force qui organise, dirige et exécute l'orientation de la nouvelle société.* »

Les relations autogestionnaires, qui radicalisent la démocratie productive au sein de l'économie solidaire populaire, nous présentent un sujet qui va au-delà de la propre force de travail et de la gestion des moyens de production. L'appropriation des moyens de production et l'autogestion génèrent des relations supérieures que celles construites dans l'ex-URSS, qui fonda sa production dans la relation entre les travailleurs et des moyens de production appartenant à l'Etat (non démocratisé et distinct des travailleurs). C'est avec ces nouvelles relations que nous nous approchons le plus des travailleurs-producteurs librement associés de Marx ou tout simplement, des travailleurs-producteurs de l'économie solidaire.

### **L'actualité historique**

Ce caractère stratégique pour l'économie populaire solidaire acquiert une grande actualité dans l'agenda internationaliste qui a émergé dans la lutte altermondialiste. L'économie solidaire interroge à la fois la rémunération du capital, le profit et l'intérêt, par conséquent, interroge la spéculation financière internationale qui affecte les travailleurs dans le monde entier. Le libre-échange ne peut pas être au service d'un rendement plus élevé des capitaux qui monopolisent les nouvelles technologies, à travers le transfert de revenus des travailleurs de la périphérie vers le capital des pays du centre. La production de transgéniques prétend devenir le brevet - ou l'appropriation privée - des produits naturels. Le mouvement de logiciel libre n'est rien de plus que la lutte contre l'appropriation privée des connaissances et des technologies.

Par conséquent, toutes ces luttes qui façonnent une unité anticapitaliste, probablement jamais vue dans l'histoire, apportent quelque chose de très semblable à ce que propose l'économie solidaire, en particulier lorsqu'elle se concentre sur l'autogestion. Nous croyons que la combinaison de ces éléments de lutte est ce qui

peut amener un programme de propositions pour la gauche internationale. Donc, faire émerger un projet de société socialiste définitivement supérieur au capitaliste.

### **Éléments pour un programme politique de l'économie populaire solidaire**

L'ensemble des travailleurs et des militants qui agissent et qui construisent l'économie sociale, que ce soit à partir des entreprises, des organisations, des ONG, ou des politiques publiques, sont en train de construire un mouvement social ayant la capacité et la responsabilité de participer aux luttes des travailleurs du mouvement syndical, communautaire, des paysans sans terre, antiraciste, féministe, de la jeunesse et beaucoup d'autres qui contribuent au programme anticapitaliste internationaliste. Dans toutes les sphères d'intervention, certains éléments peuvent être envisagés pour renforcer la lutte sociale :

- La lutte contre l'exclusion : les politiques publiques d'inclusion, pas d'assistance ; des politiques actives pour le développement ;
- La solidarité de classe : l'organisation collective des travailleurs, la coopération face à la concurrence du marché capitaliste ; des valeurs opposées à la nature égoïste de capitalisme.
- L'expérience productive : la domination des moyens directs de production, la désaliénation du travail, l'élaboration de techniques de production qui permettent la satisfaction du sujet ; la compréhension de l'inutilité du capitalisme.
- La référence pour la lutte syndicale : les conditions de travail et de rémunération seront des références pour les négociations des autres travailleurs avec les patrons.
- Renforcer la dualité des pouvoirs : la sphère de l'économie sociale peut conférer une référence pour un véritable projet politique des travailleurs.

Enfin, le programme autour de l'autogestion et de l'économie populaire solidaire doit construire, à partir de la base économique, des espaces de pouvoir pour renforcer la lutte politique des travailleurs dans la construction d'une alternative au capitalisme. Ceci, sans l'illusion d'acquérir l'hégémonie -de forme linéaire- sur l'économie capitaliste, mais avec l'objectif de constituer une force et d'accumuler pour construire une rupture politique, former la base culturelle et sociale d'un nouveau mode de production, contester la conception de l'économie et finalement proposer un programme au projet anticapitaliste.

Traduction en français par Richard Neuville (Octobre 2012)

\* Sérgio Kapron est économiste, militant de l'économie solidaire et membre du courant Démocratie socialisme au sein du Parti des travailleurs. Il est actuellement directeur de production et d'innovation au sein de l'Agence de développement et de promotion de l'investissement, créée par le gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul.

Texte original en portugais consultable également sur :  
<http://www.guayi.org.br/?area=16&item=10&pg=2>